AIDES D'ÉTAT

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, concernant les trois régimes d'aides d'État C 49/99 (ex NN 29/99) — Aides fiscales sous la forme de la réduction de la base imposable pour les entreprises nouvellement créées dans la province d'Álava (Espagne); C 50/99 (ex NN 30/99) — Aides fiscales sous la forme de la réduction de la base imposable pour les entreprises nouvellement créées dans la province de Guipúzcoa (Espagne); C 52/99 (ex NN 32/99) — Aides fiscales sous la forme de la réduction de la base imposable pour les entreprises nouvellement créées dans la province de Vizcaya (Espagne)

(2000/C 55/02)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 29 septembre 1999, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié aux autorités espagnoles sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction «Aides d'État I»
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
[Télécopieur (32-2) 296 98 15].

Ces observations seront communiquées aux autorités espagnoles. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ DE LA DÉCISION DE LA COMMISSION

1. RÉSUMÉ DE L'AIDE C 49/99 (ex NN 29/99)

État membre: Espagne

Région: Province d'Álava

Numéro de l'aide: C 49/99 (ex NN 29/99)

Titre: Aides fiscales sous la forme d'une réduction de la base imposable de certaines nouvelles entreprises

Objectif: Inciter à la création et au démarrage de certaines nouvelles entreprises

Bénéficiaires: Les entreprises nouvelles qui ont un capital libéré de plus de 20 millions de pesetas espagnoles (ESP) (120 202 euros), investissent plus de 80 millions d'ESP (480 810 euros) et créent plus de dix emplois

Base juridique: Territorio Histórico de Álava: artículo 26 de la Norma Foral 24/1996 del 5 de julio, del impuesto sobre sociedades

Budget: Inconnu

Intensité ou montant: Réduction de 99, 75, 50 et 25 % de la base imposable positive pour les quatre exercices fiscaux consécutifs

Forme de l'aide: Réduction de la base imposable positive

Durée: Illimitée

2. RÉSUMÉ DE L'AIDE C 50/99 (ex NN 30/99)

État membre: Espagne

Région: Province de Guipúzcoa

Numéro de l'aide: C 50/99 (ex NN 30/99)

Titre: Aides fiscales sous la forme d'une réduction de la base imposable de certaines nouvelles entreprises

Objectif: Inciter à la création et au démarrage de certaines nouvelles entreprises

Bénéficiaires: Les entreprises nouvelles qui ont un capital libéré de plus de 20 millions d'ESP (120 202 euros), investissent plus de 80 millions d'ESP (480 810 euros) et créent plus de dix emplois

Base juridique: Territorio Histórico de Gipuzkoa: Norma Foral 7/1996 del 4 de julio, del impuesto sobre sociedades

Budget: Inconnu

Intensité ou montant: Réduction de 99, 75, 50 et 25 % de la base imposable positive pour les quatre exercices fiscaux consécutifs

Forme de l'aide: Réduction de la base imposable positive

Durée: Illimitée

3. RÉSUMÉ DE L'AIDE C 52/99 (ex NN 32/99)

État membre: Espagne

Région: Province de Vizcaya

Numéro de l'aide: C 52/99 (ex NN 32/99)

Titre: Aides fiscales sous la forme d'une réduction de la base imposable de certaines nouvelles entreprises

Objectif: Inciter à la création et au démarrage de certaines nouvelles entreprises

Bénéficiaires: Les entreprises nouvelles qui ont un capital libéré de plus de 20 millions d'ESP (120 202 euros), investissent plus de 80 millions d'ESP (480 810 euros) et créent plus de dix emplois

Base juridique: Territorio Histórico de Bizkaia: Norma Foral 3/1996 del 26 de junio, del impuesto sobre sociedades

Budget: Inconnu

Intensité ou montant: Réduction de 99, 75, 50 et 25 % de la base imposable positive pour les quatre exercices fiscaux consécutifs

Forme de l'aide: Réduction de la base imposable positive

Durée: Illimitée

4. APPRÉCIATION DE L'AIDE

4.1. **Caractère d'aide d'État aux termes de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE**

La mesure est presque identique dans ces trois provinces. Elle est constituée par une réduction de 99, 75, 50 et 25 % des bases imposables qui satisfait cumulativement les quatre critères établis par l'article 87 du traité CE. En particulier, cette réduction de la base imposable est spécifique ou sélective au sens qu'elle favorise certaines entreprises. En effet, les conditions attachées à l'octroi des aides excluent notamment du bénéfice des aides les entreprises créées avant la date d'entrée en vigueur des lois provinciales citées à la mi-1996, qui réalisent des investissements inférieurs au seuil de 80 millions d'ESP (480 810 euros), qui créent moins de dix emplois, qui ne sont pas des sociétés avec un capital libéré dépassant les 20 millions d'ESP (120 202 euros). En outre, cette aide fiscale n'est pas justifiée par la nature ou l'économie du système mais par l'objectif poursuivi, qui est d'inciter la création et de favoriser le démarrage de certaines entreprises nouvelles.

4.2. **Manquement à l'obligation de notification de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE**

Comme il s'agit des mesures qui ne tombent pas sous la règle *de minimis*, elles tombent sous l'obligation de notification préalable établie au paragraphe 3 de l'article 88 du traité CE. Or, les autorités espagnoles n'ont pas respecté cette obligation. Ces aides peuvent donc être considérées comme illégales.

4.3. **Évaluation de la compatibilité de la réduction de la base imposable**

4.3.1. *Répercussions sectorielles*

La réduction de la base imposable en cause, qui n'est pas limitée sectoriellement, peut être accordée à des entreprises soumises à des règles communautaires sectorielles telles que celles applicables aux activités de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles de l'annexe I du traité, à la pêche, à l'industrie charbonnière, à la sidérurgie, au transport, à la construction navale, aux fibres synthétiques et à l'industrie automobile. Or, les lois provinciales ayant instauré la réduction d'impôt en cause ne prévoient pas le respect desdites règles spéciales communautaires. Il apparaît donc que les aides fiscales sous la forme de réduction de la base imposable sont susceptibles de ne pas respecter lesdites règles sectorielles. Dans ces conditions, il y a des doutes à l'égard de la compatibilité desdites aides lorsque le bénéficiaire appartient à un secteur soumis aux règles spéciales communautaires.

4.3.2. *Règles régionales*

Aux points 4.15 à 4.17 les lignes directrices des aides d'État à finalité régionale [1], il est établi que les aides au fonctionnement sont, en principe, interdites. Toutefois, elles peuvent exceptionnellement être octroyées, soit dans les régions bénéficiant de la dérogation de l'article 87, paragraphe 3, point a), du traité CE pour autant qu'elles satisfassent à certaines conditions, soit dans les régions ultrapériphériques ou les régions à faible densité de population lorsqu'elles sont destinées à compenser les surcoûts de transport. Or, ni les aides ni les régions ne rentrent dans ces deux cas de figure. En outre, ces trois provinces ne sont pas éligibles à la dérogation de l'article 87, paragraphe 3, point a), du traité CE. En effet, il est utile de rappeler que, par sa décision du 26 juillet 1995 relative à la modification de la carte des aides régionales en Espagne, la Commission a considéré que ces trois provinces n'étaient pas des régions où les aides d'État pouvaient être considérées comme compatibles avec le marché commun aux termes de la dérogation de l'article 87, paragraphe 3, point a), du traité CE, car leur niveau de vie n'était pas anormalement bas ou leur sous-emploi n'était pas grave. En revanche, il a été considéré que ces trois provinces étaient des régions où les aides d'État pouvaient être considérées comme compatibles avec le marché commun aux termes de la dérogation de l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité CE. Dans ces conditions, il s'ensuit que la compatibilité des aides fiscales en cause suscite des doutes, à la lumière des règles en matière d'aides d'État à finalité régionale.

[1] JO C 74 du 10.3.1998, p. 9.

4.3.3. *Conclusion*

Enfin, il y a des doutes quant à la compatibilité des aides fiscales en cause avec le marché commun aux termes des dérogations de l'article 87, paragraphes 2 et 3, du traité CE. En effet, ces aides ne peuvent être considérées comme des aides à caractère social au sens de l'article 87, paragraphe 2, point a), elles ne sont pas destinées à remédier aux dommages causés par des calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires au sens de l'article 87, paragraphe 2, point b), et ne tombent pas sous le coup des dispositions de l'article 87, paragraphes 2, point c), concernant certaines régions de la République fédérale d'Allemagne. Quant aux dérogations du point 3 de l'article 87 autres que les dérogations de l'article 87, paragraphe 3, points a) et c), mentionnées ci-dessus, ces aides fiscales n'ont pas pour objet de promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun ou de remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre au sens de l'article 87, paragraphe 3, point b). Elles ne tombent pas sous le coup des autres dispositions de l'article 87, paragraphe 3, point c) relatives aux «aides destinées à faciliter le développement de certaines activités [. . .]» du fait qu'elles n'ont pas une spécificité quelconque à l'égard des activités des entreprises bénéficiaires. Enfin, elles ne sont pas destinées à promouvoir la culture ou la conservation du patrimoine au sens de l'article 87, paragraphe 3, point d).

Eu égard à ce qui procède, il convient de proposer l'ouverture de la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE à l'encontre des trois régimes d'aides fiscales sous la forme d'une réduction de la base imposable.

Aux termes de l'article 14 du règlement (CE) nº 659/1999 du Conseil, toute aide illégale peut faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

LETTRE

«Por la presente, la Comisión tiene el honor de comunicar a las autoridades españolas que, tras haber examinado la información de que dispone, ha decidido incoar el procedimiento previsto en el apartado 2 del artículo 88 del Tratado CE.

Procedimiento

En los términos del punto 37 de su Comunicación relativa a la aplicación de las normas sobre ayudas estatales a las medidas relacionadas con la fiscalidad directa de las empresas [2] y tomando como base las orientaciones definidas en la misma, la Comisión procede a examinar las ayudas fiscales que se hayan concedido ilegalmente en los Estados miembros. Entre los regímenes de ayudas fiscales no notificadas a la Comisión con arreglo a las disposiciones del apartado 3 del artículo 88 del Tratado CE, se encuentran los tres regímenes de ayudas fiscales mencionados.

La Comisión constata que estos tres regímenes de ayudas fiscales fueron creados por el artículo 26 de cada una de las Normas Forales siguientes: la Norma Foral 24/1996 de 5 de julio de Álava [3], la Norma Foral 7/1996 de 4 de julio de Guipúzcoa [4] y la Norma Foral 3/1996 de 26 de junio de Vizcaya [5]. El texto del citado artículo 26 es el siguiente [6]:

"1. Las sociedades que inicien su actividad empresarial gozarán de una reducción de un 95, 75, 50 y 25 por 100, respectivamente, de la base imponible positiva derivada del ejercicio de sus explotaciones económicas, antes de la compensación de bases imponibles negativas de periodos anteriores, en los cuatro periodos impositivos consecutivos, a partir del primero en que dentro del plazo de cuatro años desde el inicio de su actividad empresarial, obtengan bases imponibles positivas.

[. . .]

2. Para el disfrute de la presente reducción, los sujetos pasivos deberán cumplir los siguientes requisitos:

a) Que inicien su actividad empresarial con un capital mínimo desembolsado de 20 millones de pesetas.

[. . .]

f) [7] Que realicen inversiones en activos fijos materiales en los dos primeros años de actividad por un importe mínimo de 80 millones de pesetas, debiendo realizarse todas las inversiones en bienes afectos a la actividad que no sean objeto de arrendamiento o cesión a terceros para su uso. A estos efectos también se entenderán como inversiones en activos fijos materiales los bienes adquiridos mediante arrendamiento financiero, siempre que se comprometan a ejercitar la opción de compra.

g) [8] Que generen un mínimo de 10 puestos de trabajo en los seis meses siguientes al inicio de su actividad empresarial y mantengan en ese número el promedio anual de plantilla desde dicho momento y hasta el ejercicio en que venza el derecho a aplicarse la reducción en la base imponible.

[. . .]

i) Que dispongan de un plan de actuación empresarial que abarque un periodo mínimo de cinco años.

3. [. . .]

[2] DO C 384 de 10.12.1998.

[3] Territorio Histórico de Álava: Norma Foral 24/1996 del 5 julio del impuesto sobre sociedades.

[4] Territorio Histórico de Gipuzkoa: Norma Foral 7/1996 del 4 julio del impuesto sobre sociedades.

[5] Territorio Histórico de Bizkaia: Norma Foral 3/1996 del 26 junio del impuesto sobre sociedades.

[6] En el presente texto sólo se citan las partes necesarias para la valoración de la ayuda.

[7] En el caso de Guipúzcoa, este texto figura en la letra e).

[8] En el caso de Guipúzcoa, este texto figura en la letra f).

4. El importe mínimo de las inversiones a que se refiere la letra f) y la creación mínima de empleo a que se refiere la letra g), ambas del apartado 2 anterior, serán incompatibles con cualquier otro beneficio fiscal establecido para dichas inversiones o creación de empleo.

5. La reducción establecida en el presente artículo será solicitada a la Administración tributaria, la cual, tras la verificación del cumplimiento de los requisitos inicialmente exigidos, comunicará a la sociedad solicitante, en su caso, su autorización provisional que deberá ser adoptada por acuerdo de la Diputación Foral de Álava.

[. . .].".

Descripción detallada de las ayudas fiscales en cuestión

La Comisión constata que según los preámbulos de las citadas normas forales, el objetivo de la ayuda en cuestión consistiría en "incentivar la creación de nuevas iniciativas empresariales". En efecto, la ayuda va dirigida a la categoría específica de empresas de nueva creación, reservándoles una reducción de la base imponible durante los cuatro primeros ejercicios en que obtengan beneficios.

La Comisión observa que el objeto de las ayudas fiscales en cuestión es la base imponible positiva del impuesto sobre sociedades, derivada del ejercicio de las actividades económicas de algunas sociedades, antes de la compensación de las bases imponibles negativas de los ejercicios anteriores. Aquí, los beneficiarios serán las sociedades que empezaron su actividad comercial después de la fecha de entrada en vigor de las citadas normas forales y que, por otra parte, hayan invertido en activos fijos materiales un importe mínimo de 80 millones de pesetas españolas (480 810 euros) y hayan generado al menos 10 empleos. Además, la Comisión pone de relieve que las empresas beneficiarias deben tener una estrategia empresarial que abarque un período mínimo de cinco años e iniciar su actividad con un capital mínimo desembolsado de 20 millones de pesetas españolas (120 202 euros). En cuanto al plazo de que disponen para beneficiarse de las cuatro reducciones citadas de la base imponible, corresponde al período de los cuatro años siguientes al inicio de su actividad comercial.

La Comisión constata que la ayuda fiscal en cuestión no está destinada a empresas que realicen determinadas actividades o que pertenezcan a determinados sectores ya que puede acogerse a la ayuda cualquier actividad o sector. Aparte de a las empresas de nueva creación, tampoco está destinada a determinadas categorías de empresas, por ejemplo las pequeñas y medianas empresas, ya que puede acogerse a ella cualquier empresa, siempre que satisfaga las condiciones mencionadas anteriormente.

La Comisión constata que estas reducciones de las bases imponibles son aplicables a partir del ejercicio fiscal que comienza el 1 de enero de 1996. La duración, por su parte, es ilimitada. En cuanto a la acumulación con otras ayudas, se especifica que las ayudas fiscales en cuestión no pueden acumularse con otras ventajas fiscales que puedan concederse por la inversión mínima, ni la creación mínima de empleos. Por último, el presupuesto de pérdidas de ingresos fiscales deberá fijarse anualmente en las leyes de presupuestos.

Valoración de las ayudas en cuestión

1. El carácter de ayuda estatal según el apartado 1 del artículo 87 del Tratado CE

La Comisión recuerda que, para la aplicación de las normas comunitarias en materia de ayudas estatales, el carácter fiscal de las medidas en cuestión es indiferente puesto que el artículo 87 se aplica a las medidas de ayuda "bajo cualquier forma". No obstante, la Comisión pone de relieve que para calificarse de ayuda, las medidas en cuestión deben satisfacer acumulativamente los cuatro criterios que define el artículo 87 y que se exponen a continuación.

En primer lugar, la Comisión señala que las reducciones del 99, 75, 50 y 25 %, respectivamente, de las citadas bases imponibles procuran a sus beneficiarios una ventaja que reduce las cargas que gravan normalmente su presupuesto, por medio de una reducción parcial de la cuota tributaria.

En segundo lugar, la Comisión estima que la reducción de la citada base imponible implica una pérdida de ingresos fiscales y equivale, por tanto, al consumo de recursos públicos en forma de gastos fiscales.

En tercer lugar, la Comisión considera que la reducción de la citada base imponible afecta a la competencia y a los intercambios comerciales entre Estados miembros. En efecto, habida cuenta de que los beneficiarios ejercen actividades económicas que pueden ser objeto de intercambios comerciales entre los Estados miembros, la ayuda refuerza la posición de las empresas beneficiarias con relación a otras empresas competidoras en el comercio intracomunitario, por lo que influye en el mismo. Además, las empresas beneficiarias ven mejorada su rentabilidad por el aumento de su resultado neto (beneficios después de impuestos). De esta manera, están en condiciones de competir con las empresas excluidas del beneficio de dichas ayudas fiscales.

Por último, la Comisión opina que la reducción de la base imponible en cuestión es específica o selectiva en el sentido de que favorece a algunas empresas. En efecto, las condiciones para la concesión de las ayudas excluyen concretamente del beneficio de las mismas a las empresas creadas antes de la fecha de entrada en vigor, a mediados de 1996, de las citadas normas forales, cuyas inversiones sean inferiores al umbral de 80 millones de pesetas españolas (480 810 euros), que creen menos de 10 empleos y que no sean sociedades con un capital desembolsado que supere los 20 millones de pesetas españolas (120 202 euros). Además, la Comisión considera que esta ayuda fiscal.

Por otra parte, la Comisión considera que este carácter de ventaja selectiva se debe también a cierto poder discrecional de la Administración fiscal. En efecto, la concesión de la ayuda en cuestión no es automática ya que la solicitud presentada por el beneficiario es examinada por la Diputación Foral la cual podrá, al final de este examen, conceder, en su caso, la ayuda en cuestión.

En conclusión, la Comisión considera que la reducción de la base imponible mencionada es una ayuda estatal según lo dispuesto en el apartado 1 del artículo 87 y en el apartado 1 del artículo 61 del Acuerdo EEE ya que se trata de una ayuda concedida por el Estado, con recursos estatales, que favorece a algunas empresas, falsea la competencia y afecta a los intercambios comerciales entre los Estados miembros.

2. Incumplimiento de la obligación de notificación del apartado 3 del artículo 88 del Tratado CE

Habida cuenta de que las tres Normas Forales mencionadas no disponen la concesión de la reducción de la base imponible en cuestión respetando las condiciones ([9]) para las ayudas *de minimis*, la Comisión estima que estas ayudas no pueden considerarse como ayudas sujetas a la norma *de minimis*.

La Comisión indica que las ayudas estatales que no se rigen por la norma *de minimis* están sujetas a la obligación de notificación previa establecida en el apartado 3 del artículo 88 del Tratado CE y en el apartado 3 del artículo 62 del Acuerdo EEE. Sin embargo, las autoridades españolas no han respetado esta obligación, razón por la que la Comisión opina que estas ayudas pueden considerarse ilegales. La Comisión lamenta a este respecto el incumplimiento de las autoridades españolas de su obligación de notificación previa de las ayudas en cuestión.

3. Evaluación de la compatibilidad de la reducción de la base imponible del impuesto sobre sociedades

La Comisión constata que las ayudas fiscales mencionadas son ayudas que no están supeditadas a la realización de una inversión. En efecto, la Comisión recuerda que en el anexo I de las Directrices de las ayudas con finalidad regional precisó que "las ayudas fiscales pueden considerarse ayudas a la inversión cuando ésta constituye su base de cálculo. Además, cualquier ayuda fiscal puede entrar en esta categoría si su importe máximo se expresa en porcentaje de la inversión". Ahora bien, en el caso que nos ocupa, la reducción de la base imponible no cumple estas condiciones, razón por la cual no tiene carácter de ayuda a la inversión. Además, tampoco tiene carácter de ayuda al empleo vinculado a la inversión ya que no está supeditada al número de empleos creados.

En cambio, la Comisión considera que estas ayudas fiscales tienen carácter de ayudas de funcionamiento. En efecto, su objeto es liberar a una empresa de los costes que ella misma habría debido normalmente sufragar dentro de su gestión corriente o de sus actividades normales. Gracias a esta reducción de los gastos corrientes, las empresas beneficiarias mejorarán su rentabilidad debido al aumento de su resultado neto (beneficios después de impuestos). Procede, por tanto, examinar las ayudas fiscales en cuestión a la luz de las excepciones previstas en los apartados 2 y 3 del artículo 87 eventualmente aplicables a las ayudas de funcionamiento en cuestión.

([9]) Véase la Comunicación de la Comisión relativa a las ayudas *de minimis* publicada en el DO C 68 de 6.3.1996.

Las ayudas de funcionamiento en cuestión a la luz de las excepciones regionales previstas en las letras a) y c) del apartado 3 del artículo 87

La Comisión recuerda que en los puntos 4.15 al 4.17 de las Directrices de las ayudas estatales con finalidad regional ([10]), se establece que las ayudas de funcionamiento, en principio, están prohibidas. No obstante, pueden concederse excepcionalmente, bien sea en las regiones acogidas a la excepción de la letra a) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE, siempre que cumplan ciertas condiciones, o bien en las regiones ultraperiféricas o las regiones de baja densidad de población cuando estén destinadas a compensar los costes adicionales de transporte. Ahora bien, ni las ayudas en cuestión ni las regiones se encuentran en ninguno de estos dos casos. Además, estos tres Territorios Históricos no pueden acogerse a la excepción de la letra a) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE. Efectivamente, la Comisión recuerda que, mediante su Decisión de 26 de julio de 1995 relativa a la modificación del mapa de las ayudas regionales en España, consideró que estos tres Territorios Históricos no eran regiones en las que las ayudas estatales pudieran considerarse compatibles con el mercado común con arreglo a la excepción de la letra a) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE ya que su nivel de vida no es anormalmente bajo ni existe una grave situación de empleo. En cambio, la Comisión consideró que estos tres Territorios Históricos eran regiones en las que las ayudas estatales podían considerarse compatibles con el mercado común con arreglo a la excepción de la letra c) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE. En estas condiciones, la Comisión opina que la compatibilidad de las ayudas fiscales en cuestión suscita dudas a la luz de las normas en materia de ayudas estatales con finalidad regional.

Las ayudas de funcionamiento en cuestión a la luz de las normas sectoriales

La reducción de la base imponible en cuestión, que no está sujeta a limitaciones sectoriales, puede ser concedida a empresas sujetas a las normas especiales comunitarias relativas a determinados sectores como las actividades de producción, transformación y comercialización de los productos agrarios del anexo I del Tratado, la pesca, la industria del carbón, la siderurgia, el transporte, la construcción naval, las fibras sintéticas, y la industria automovilística. Sin embargo, las Normas Forales por las que se crea la reducción fiscal en cuestión no prevén el respeto de dichas normas especiales comunitarias. La Comisión considera, pues, que las ayudas fiscales en forma de reducción de la base imponible pueden no respetar dichas normas sectoriales. En esas condiciones, la Comisión tiene sus dudas sobre la compatibilidad de dichas ayudas cuando el beneficiario pertenezca a un sector sujeto a las normas especiales comunitarias.

Las ayudas de funcionamiento en cuestión a la luz de otras excepciones previstas en los apartados 2 y 3 del artículo 87 del Tratado CE

Por último, la Comisión duda de la compatibilidad de las ayudas fiscales en cuestión con el mercado común con arreglo a las excepciones de los apartados 2 y 3 del artículo 87 del

([10]) DO C 74 de 10.3.1998.

Tratado CE. En efecto, estas ayudas no pueden considerarse como ayudas de carácter social según lo dispuesto en la letra a) del apartado 2 del artículo 87, no están destinadas a reparar los perjuicios causados por desastres naturales o por otros acontecimientos de carácter excepcional según lo dispuesto en la letra b) del apartado 2 del artículo 87 y no están sujetas a las disposiciones de la letra c) del apartado 2 del artículo 87 relativas a determinadas regiones de la República Federal de Alemania. En cuanto a las excepciones del apartado 3 del artículo 87 distintas de las de las letras a) y c) ya citadas, la Comisión considera que no tienen por objeto promover la realización de un proyecto importante de interés europeo común o poner remedio a una grave perturbación en la economía de un Estado miembro según lo dispuesto en la letra b) del apartado 3 del artículo 87. Estas ayudas no entran en el ámbito de aplicación de las disposiciones de la letra c) del apartado 3 del artículo 87 relativas a las "ayudas destinadas a facilitar el desarrollo de determinadas actividades" ya que no tienen especifidad alguna en cuanto a las actividades de las empresas beneficiarias. Por último, no están destinadas a promover la cultura ni la conservación del patrimonio según lo dispuesto en la letra d) del apartado 3 del artículo 87.

Conclusión

Habida cuenta de las consideraciones expuestas, la Comisión ha decidido incoar el procedimiento previsto en el apartado 2 del artículo 88 del Tratado CE respecto a los regímenes de ayudas fiscales en forma de reducción de la base imponible de algunas empresas de nueva creación en cada uno de los tres Territorios Históricos de Álava, Guipúzcoa y Vizcaya. La Comisión insta a las autoridades españolas, en el marco de dicho procedimiento, a que presenten sus observaciones y faciliten toda la información pertinente para la evaluación de los tres regímenes de ayudas fiscales mencionados en el plazo de un mes a partir de la fecha de recepción de la presente carta. En este caso concreto, la información pertinente solicitada es la siguiente: copias de todas las decisiones de concesión de la reducción de la base imponible, datos sobre las inversiones realizadas por cada beneficiario, empleos creados, capital social, importe de la reducción de la base imponible de la que se ha beneficiado cada empresa y saldo de lo que queda por pagar. Por último, la Comisión insta a las autoridades españolas a que transmitan inmediatamente una copia de la presente carta a los beneficiarios potenciales de la ayuda.

Conviene precisar que la presente Decisión sólo afecta a las medidas fiscales que son examinadas explícitamente, y no se pronuncia sobre las otras medidas contenidas en el régimen fiscal específico de cada uno de los Territorios Históricos afectados. La Comisión se reserva la posibilidad de examinar, sea en cuanto régimen general, como en su posible aplicación a una empresa específica, aquellas medidas que pudieran constituir ayudas.»